



**Dynamiques de citoyenneté locale et tensions interethniques à  
Allongo : Analyse des conflits entre agriculteurs et éleveurs**

**Local citizenship dynamics and interethnic tensions in Allongo:  
Analysis of conflicts between farmers and herders**

**FOFANA Mariame Tata**

Enseignant chercheur

Département Socio-Anthropologie

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte-d'Ivoire

Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques  
(LAASSE)

Côte-d'Ivoire

**Date de soumission :** 12/07/2024

**Date d'acceptation :** 27/08/2024

**Pour citer cet article :**

FOFANA M. (2024) « Dynamiques de citoyenneté locale et tensions interethniques à Allongo : Analyse des conflits entre agriculteurs et éleveurs », Revue Internationale du chercheur « Volume 5 : Numéro 3 » pp : 884-905



## Résumé

Cette étude examine la citoyenneté locale et l'intégration sociale dans le cadre des conflits interethniques à Allongo, dans le département de M'Batto, région de Moronou, Côte d'Ivoire. En utilisant une approche qualitative avec un échantillon de 30 enquêtés, l'étude analyse comment les dynamiques de citoyenneté et d'appartenance influencent les relations entre agriculteurs et éleveurs. Les perceptions de légitimité et d'exclusion, basées sur l'origine ethnique et les ressources, affectent la cohésion sociale et l'accès aux opportunités économiques. Les conflits à Allongo sont souvent déclenchés par l'intrusion des animaux d'élevage dans les champs agricoles, causant des dégâts aux cultures et exacerbant les ressentiments entre communautés. Les tensions interethniques sont particulièrement complexes pour les descendants de mariages interethniques, qui sont tantôt intégrés, tantôt exclus en fonction des ressources disponibles. Cette double citoyenneté crée des conflits potentiels, surtout lorsque des financements ou des ressources sont en jeu. L'étude propose des stratégies pour gérer les conflits interethniques et favoriser une coexistence harmonieuse, basées sur des données qualitatives recueillies par entretiens et observations sur le terrain. Les résultats fournissent une compréhension des dynamiques sociales et politiques dans les zones rurales de la Côte d'Ivoire.

**Mots clés :** Citoyenneté locale ; intégration sociale ; conflits interethniques ; agriculteurs et éleveurs ; Allongo.

## Abstract

This study examines local citizenship and social integration within the context of interethnic conflicts in Allongo, in the M'Batto department, Moronou region, Côte d'Ivoire. Using a qualitative approach with a sample of 30 respondents, the study analyzes how dynamics of citizenship and belonging influence relationships between farmers and herders. Perceptions of legitimacy and exclusion, based on ethnic origin and resources, affect social cohesion and access to economic opportunities. Conflicts in Allongo are often triggered by livestock intruding into agricultural fields, causing crop damage and exacerbating resentments between communities. Interethnic tensions are particularly complex for descendants of interethnic marriages, who are sometimes integrated and sometimes excluded depending on available resources. This dual citizenship creates potential conflicts, especially when funding or resources are at stake. The study proposes strategies to manage interethnic conflicts and promote harmonious coexistence, based on qualitative data collected through interviews and field observations. The results provide an understanding of social and political dynamics in rural areas of Côte d'Ivoire.

**Keywords:** Local citizenship; social integration; interethnic conflicts; farmers and herders; Allongo.

## Introduction

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs représentent un phénomène préoccupant à travers l'Afrique de l'Ouest, engendrant des tensions considérables dans plusieurs régions rurales. Ce type de conflit, souvent alimenté par des disputes concernant l'accès aux ressources naturelles comme la terre, est exacerbée par des facteurs socio-culturels et environnementaux. Le cas d'Allongo, situé dans le département de M'Batto en Côte d'Ivoire, illustre cette dynamique complexe.

Les études récentes apportent des éclairages sur ces conflits. Bourque (2012) a analysé la complexité croissante des tensions entre agriculteurs et éleveurs, en soulignant que les questions d'ethnicité, de religion, de culture et d'accès à la terre sont souvent au cœur de ces disputes. Il note également que les groupes islamistes militants exploitent ces tensions pour recruter, ce qui complique davantage la situation sécuritaire dans ces zones de conflit. Adams et al. (2023) ont mené une revue exhaustive de 53 études empiriques sur les conflits similaires à travers plusieurs pays d'Afrique, dont le Nigeria, le Ghana, et le Mali. Leur analyse a révélé les moteurs de ces conflits, leurs impacts, ainsi que les opportunités pour des stratégies efficaces de résolution et de consolidation de la paix. Moritz (2010), quant à lui, propose une approche processuelle pour comprendre comment certains conflits liés aux ressources peuvent évoluer vers des violences généralisées ou être résolus pacifiquement. Moritz insiste sur l'importance de voir ces conflits comme des processus dynamiques pour mieux saisir leur variabilité. Le rapport de WANEP (2021) sur les réponses de genre aux conflits en Afrique de l'Ouest a souligné l'importance d'intégrer une perspective sensible au genre dans les stratégies de gestion des conflits. Enfin, Bouget et al (2020) a étudié les effets des changements environnementaux sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, mettant en évidence comment les variations climatiques influencent les dynamiques de ces tensions.

Ces recherches mettent en lumière que les conflits entre agriculteurs et éleveurs ne sont pas uniquement des affrontements économiques mais révèlent aussi des tensions plus profondes liées à la citoyenneté locale, à l'appartenance et à la légitimité. Les intrusions d'animaux d'élevage dans les champs agricoles, par exemple, sont souvent perçues comme des violations graves par les agriculteurs, exacerbant ainsi les tensions existantes. Les perceptions de légitimité et d'appartenance, comme le soulignent Bourque (2012) et Adams et al. (2023), jouent un rôle crucial dans la genèse et l'intensification de ces conflits. Moritz (2010) appelle également à une approche dynamique pour comprendre la variabilité des résultats des conflits.



En somme, cette revue de la littérature recentre la compréhension des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest en mettant en avant les facteurs économiques, sociaux et environnementaux impliqués, et souligne la nécessité d'intégrer des réponses sensibles au genre ainsi que de considérer les conflits comme des processus évolutifs pour élaborer des stratégies de gestion plus efficaces.

Dans le département de M'Batto, où se trouve Allongo, ces dynamiques complexes existent. Les autochtones Agni, historiquement premiers habitants de la région, vivent aux côtés de groupes allogènes (issus d'autres régions de la Côte d'Ivoire) et allochtones (migrants étrangers, principalement Burkinabé). Cette diversité ethnique, bien que riche en termes de diversité culturelle, est également source de tensions, surtout lorsqu'il s'agit de l'accès et de l'utilisation des ressources naturelles comme la terre (Gnabeli, 2012). A Allongo, les agriculteurs autochtones Agni, dépendants de l'agriculture de subsistance, sont souvent en relations conflictuelles avec les allochtones ou allogènes éleveurs. Les différends surviennent fréquemment lorsque les animaux d'élevage pénètrent dans les champs agricoles, causant des dégâts aux cultures et exacerbant les tensions entre les communautés. Ces incidents ne sont pas seulement des conflits économiques mais reflètent également des tensions plus profondes liées à la citoyenneté locale, à l'appartenance et à la légitimité. Selon les recherches sur la légitimité de la citoyenneté locale (Neveu, 2020), les descendants de mariages interethniques, nés de l'union entre autochtones et allogènes ou allochtones, se trouvent dans une position ambivalente. Tantôt considérés comme membres intégrés de la communauté villageoise, tantôt disqualifiés en fonction des enjeux économiques et politiques, ils sont souvent au centre des tensions. Leur double citoyenneté devient un facteur de division, surtout lorsqu'ils accèdent à des ressources ou des opportunités perçues comme injustement distribuées. Dans ce contexte, la citoyenneté locale ne se limite pas à une simple question de résidence ou de naissance, mais englobe des dimensions complexes de légitimité sociale et politique. Dans le contexte des relations interethniques, les autochtones Agni, par exemple, revendiquent une légitimité basée sur leur antériorité et leur lien historique avec la terre. Les allogènes et allochtones, en revanche, basent leur légitimité sur leur contribution économique et leur participation à la vie communautaire. Cette dualité de perspectives crée un terrain fertile pour les conflits, où chaque groupe défend sa propre vision de la citoyenneté et de l'appartenance. Pourtant, les descendants de mariages interethniques incarnent cette dualité de manière particulièrement aiguë. Leur double appartenance ethnique les place dans une position où ils sont perçus tantôt comme membres du village, tantôt comme étrangers, en fonction des circonstances. Cette perception



fluctuante est souvent influencée par les ressources économiques et politiques en jeu. Par exemple, lorsqu'un descendant de mariage interethnique bénéficie d'un financement de projet ou d'une opportunité économique, cela peut être perçu comme une injustice par les autochtones Agni, exacerbant les tensions et les ressentiments.

Les dynamiques de double citoyenneté, loin de favoriser une intégration harmonieuse, peuvent au contraire devenir des sources de division et de conflit (Akindès, 2023). La gestion de ces dynamiques requiert une compréhension approfondie des perceptions locales et des mécanismes par lesquels elles influencent les relations interethniques. Comment les notions de citoyenneté locale et d'appartenance ethnique sont-elles construites et vécues par les agriculteurs et les éleveurs d'Allongo ? Dans quelle mesure l'appartenance ethnique influence-t-elle les perceptions de légitimité et d'accès aux ressources ? Comment les incidents spécifiques, tels que les intrusions d'animaux d'élevage, exacerbent-ils les tensions interethniques ? Quels sont les mécanismes de gestion des conflits qui surviennent ? Cette étude utilise une approche qualitative, basée sur des entretiens et des observations sur le terrain, avec un échantillon de 30 enquêtés. Les données recueillies permettent d'analyser les perceptions et les expériences des différents acteurs impliqués dans les conflits à Allongo.

Cette étude examine dans un premier temps les fondements théoriques de la citoyenneté locale ainsi que des dynamiques de conflits et résolutions à travers les médiations, avant d'évoquer la méthodologie de recherche dans un deuxième temps et les résultats et leur discussion dans un troisième temps.

## **1. Fondements théoriques**

### **1.1. Théorie de la citoyenneté locale (Cutolo & Geschiere, 2008)**

La théorie de la citoyenneté locale, telle qu'explorée par Cutolo et Geschiere, met l'accent sur l'idée que la citoyenneté ne se limite pas aux droits formels accordés par un État-nation, mais est également ancrée dans les pratiques locales, les appartenances communautaires, et les relations sociales sur le terrain. Cette approche postule que la citoyenneté est un concept dynamique et contextuel qui varie en fonction des pratiques locales et des contextes culturels.

#### **1.1.1 Citoyenneté ancrée dans le local:**

La théorie soutient que les pratiques de citoyenneté sont fortement influencées par les réalités locales, où les identités et les appartenances sont souvent définies non seulement par la nationalité, mais aussi par des facteurs comme l'ethnicité, la religion, ou la région d'origine.



Cela conduit à des formes de citoyenneté "parallèles" ou "hybrides" qui coexistent avec la citoyenneté étatique.

### **1.1.2 Dimension relationnelle**

La citoyenneté locale met en avant l'importance des relations sociales et des réseaux de solidarité, où l'appartenance à une communauté locale peut conférer des droits et des protections spécifiques. Cette perspective montre comment les relations de pouvoir locales influencent qui est considéré comme un "vrai" citoyen au sein de la communauté.

La théorie de la citoyenneté locale développée par Cutolo et Geschiere élargit la notion traditionnelle de citoyenneté en la contextualisant dans les pratiques et les relations locales. Elle souligne que la citoyenneté ne se limite pas aux droits formels accordés par un État-nation, mais est aussi façonnée par les dynamiques communautaires et culturelles spécifiques à chaque contexte.

## **1.2. Théorie des conflits de ressources (Homer-Dixon, 1999)**

La théorie des conflits de ressources développée par Thomas Homer-Dixon examine comment les tensions et les conflits sont exacerbés par la rareté des ressources naturelles. Cette théorie repose sur l'idée que les ressources vitales (telles que l'eau, la terre, et les matières premières) sont de plus en plus disputées dans un contexte de pression démographique, de changement climatique, et de dégradation environnementale.

### **1.2.1 Rareté des ressources**

Homer-Dixon soutient que lorsque des ressources essentielles deviennent rares, les groupes qui en dépendent sont plus susceptibles de s'engager dans des conflits pour accéder à ces ressources. Cette rareté peut être absolue (c'est-à-dire une diminution réelle de la disponibilité des ressources) ou relative (perception d'une inégalité dans l'accès aux ressources).

### **1.2.2 Mécanismes de déstabilisation**

La théorie postule que la rareté des ressources peut entraîner des migrations forcées, une compétition accrue pour les terres, et une détérioration des conditions de vie, ce qui à son tour augmente le risque de conflits violents. Cette logique est particulièrement pertinente dans les régions où les institutions sont faibles et incapables de gérer pacifiquement les tensions.

Cette théorie s'appuie sur une analyse systémique des relations entre l'environnement, les ressources, et les dynamiques sociales, suggérant que les conflits ne sont pas uniquement causés

par des facteurs socio-politiques, mais aussi par des conditions environnementales qui modifient les équilibres sociaux.

### 1.3. Théorie de la médiation culturelle (Boege, 2006)

Herbert Boege propose la théorie de la médiation culturelle, qui explore le rôle des pratiques culturelles et des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits au sein de communautés où les institutions étatiques sont absentes ou défaillantes. Cette théorie repose sur l'idée que la médiation culturelle offre une alternative viable aux modes de résolution des conflits formels, en s'appuyant sur les traditions, les valeurs, et les normes locales.

#### 1.3.1 Autorités traditionnelles

Boege met en avant l'importance des chefs traditionnels, des anciens, et des leaders communautaires en tant que médiateurs, qui utilisent leur connaissance des coutumes locales et leur autorité morale pour arbitrer les conflits. Ces acteurs sont perçus comme légitimes par la communauté, ce qui facilite l'acceptation des résolutions proposées.

#### 1.3.2 Complémentarité avec l'État

Boege suggère que la médiation culturelle peut compléter les systèmes de justice formels, en particulier dans les contextes où ces derniers sont inaccessibles ou perçus comme injustes. Cette logique repose sur l'idée que la justice traditionnelle et la justice formelle peuvent coexister, chaque système renforçant l'autre dans la recherche de solutions durables aux conflits.

La théorie de la médiation culturelle met donc l'accent sur l'importance de prendre en compte les spécificités culturelles dans la gestion des conflits, offrant une perspective qui valorise les savoirs locaux et les pratiques ancestrales en tant que mécanismes légitimes de résolution des disputes.

### Tableau récapitulatif des théories

<b>Théorie</b>	<b>Principaux auteurs</b>	<b>Concepts clés</b>	<b>Fondements et logique</b>
<b>Théorie de la citoyenneté locale</b>	Cutolo & Geschiere (2008)	Citoyenneté multiscalaire, hybridité, appartenance locale	La citoyenneté est définie non seulement par l'État, mais aussi par les pratiques locales, incluant des éléments ethniques, religieux, et communautaires. Les autorités locales jouent un rôle crucial dans la détermination de l'appartenance citoyenne, souvent en conflit avec les normes nationales.

Théorie	Principaux auteurs	Concepts clés	Fondements et logique
<b>Théorie des conflits de ressources</b>	Homer-Dixon (1999)	Rareté des ressources, compétition, tensions sociales	La rareté des ressources naturelles, exacerbée par des facteurs externes comme le changement climatique, intensifie la compétition pour l'accès à ces ressources, augmentant les tensions et le potentiel de conflits, surtout dans des contextes où les institutions sont faibles.
<b>Théorie de la médiation culturelle</b>	Boege (2006)	Médiation traditionnelle, légitimité locale, réconciliation	Les autorités traditionnelles et les pratiques culturelles locales sont cruciales pour la résolution des conflits, particulièrement lorsque les systèmes formels échouent. La médiation culturelle, fondée sur la légitimité des leaders locaux et des rituels de réconciliation, vise à restaurer l'harmonie sociale dans un contexte culturellement approprié.

## 2. Méthodologie

La méthodologie de cette étude s'appuie sur une approche qualitative pour examiner les dynamiques de citoyenneté locale et les tensions interethniques à Allongo. Cette démarche permet de comprendre les perceptions, les expériences et les interactions des acteurs locaux dans leur contexte socio-économique et culturel. Pour ce faire, nous avons utilisé une combinaison de méthodes de collecte de données qualitatives, notamment des entretiens semi-structurés, des observations directes et l'analyse de documents.

### 2.1. Collecte de données

La collecte de données a été réalisée à travers deux méthodes principales :

- ❖ **Focus Groups** : Deux groupes de discussion ont été organisés pour recueillir des perspectives groupées sur les conflits et les dynamiques de citoyenneté locale. Un focus group a impliqué 6 agriculteurs autochtones Agni, tandis que l'autre a regroupé 6 éleveurs allogènes et allochtones. Ces discussions ont permis de comprendre les perceptions collectives et les sources de tensions entre les deux groupes.
- ❖ **Entretiens Semi-Structurés** : Des entretiens semi-structurés ont été menés avec différents participants pour obtenir des perspectives individuelles. Les entretiens ont inclus :

- 6 descendants de mariages interethniques
- 4 membres de la chefferie locale
- 4 chefs communautaires et religieux
- 2 représentants d'ONG locales
- 1 représentant de l'ANADER
- 1 représentant du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)

## 2.2. Analyse des données

Les données collectées ont été analysées de manière qualitative. L'analyse a impliqué :

- ❖ **Codification des réponses** : Les réponses des participants ont été codifiées pour identifier les thèmes récurrents et les perspectives divergentes.
- ❖ **Identification des dynamiques** : Les données ont été examinées pour comprendre les dynamiques de citoyenneté locale, les perceptions de légitimité, et les sources de conflits entre agriculteurs et éleveurs.
- ❖ **Synthèse des résultats** : Les résultats des focus groups et des entretiens ont été synthétisés pour offrir une vue d'ensemble des dynamiques de citoyenneté locale, des tensions et des stratégies de résolution de conflits.

## 3. Résultats

### 3.1. Perceptions de la citoyenneté locale et de l'appartenance à Allongo

Les perceptions de la citoyenneté locale et de l'appartenance à Allongo révèlent un enchevêtrement complexe de revendications, de légitimités, et de tensions ethniques qui façonnent les relations entre les différentes communautés vivant dans cette localité du département de M'Batto. À travers une analyse approfondie des témoignages recueillis et des observations faites sur le terrain, cette section explore comment les différentes perceptions de citoyenneté locale influencent les relations sociales, économiques et politiques à Allongo, tout en exacerbant les conflits interethniques.

#### 3.1.1. La citoyenneté locale : un concept contesté et fragmenté

La citoyenneté locale à Allongo est loin d'être un concept unifié ou consensuel. Elle est plutôt un champ de bataille où différentes communautés s'affrontent pour définir qui est légitime et qui ne l'est pas. Pour les autochtones Agni, la citoyenneté locale est intrinsèquement liée à l'antériorité et à l'appartenance historique à la terre. Ils se considèrent comme les véritables propriétaires de la région, une position qu'ils justifient par leur ancienneté et leur enracinement



culturel dans cette partie de la Côte d'Ivoire. Cette perception de légitimité est renforcée par une mémoire collective qui met l'accent sur les sacrifices et les efforts consentis par leurs ancêtres pour établir et protéger leur communauté.

Les autochtones Agni voient donc leur citoyenneté locale non seulement comme un droit naturel, mais aussi comme un privilège qui leur confère des droits exclusifs sur les ressources locales, notamment la terre. Cette vision de la citoyenneté est cependant contestée par les allogènes et les allochtones, qui, bien que venus d'autres régions ou d'autres pays, revendiquent également une place légitime dans la société locale. Les éleveurs burkinabés, par exemple, justifient leur présence par leur contribution économique significative à la communauté, arguant que leur travail et leur participation active à la vie communautaire leur confèrent une forme de citoyenneté locale.

Cependant, ces tentatives de légitimation par les allogènes et les allochtones sont souvent rejetées par les autochtones Agni, qui perçoivent ces groupes comme des intrus cherchant à usurper des droits qui ne leur reviennent pas. Cette opposition entre les revendications des autochtones et celles des allogènes et allochtones crée un environnement où la citoyenneté locale devient un concept fragmenté, chaque groupe ayant sa propre définition de ce que signifie être un citoyen légitime d'Allongo.

### **3.1.2. Les descendants de mariages interethniques : une citoyenneté ambivalente**

Les descendants de mariages interethniques occupent une position particulièrement complexe dans ce paysage de citoyenneté contestée. Étant issus de l'union entre autochtones et allogènes ou allochtones, leur citoyenneté locale est marquée par une ambivalence qui les place constamment entre inclusion et exclusion. D'une part, ils sont reconnus comme faisant partie de la communauté en raison de leurs liens de parenté avec les autochtones Agni. D'autre part, leur appartenance est souvent remise en question, surtout lorsqu'il s'agit de l'accès à des ressources ou à des opportunités économiques.

Cette ambivalence est exacerbée par les perceptions fluctuantes des autres membres de la communauté, qui voient les descendants de mariages interethniques tantôt comme des membres intégrés, tantôt comme des étrangers opportunistes. Cette dualité est particulièrement évidente dans les récits recueillis lors des entretiens, où certains autochtones expriment leur méfiance envers ces individus, les accusant parfois de profiter de leur double appartenance pour obtenir



des avantages indus. Par exemple, lorsqu'un descendant de mariage interethnique parvient à obtenir un financement de projet ou une opportunité économique, cela est souvent perçu comme une injustice par les autochtones, qui estiment que ces ressources devraient être réservées aux « vrais » citoyens de la communauté.

Les descendants de mariages interethniques se retrouvent donc dans une position précaire, où leur citoyenneté locale est constamment mise à l'épreuve. Cette situation crée un climat de suspicion et de tension, car ces individus sont perçus comme des potentiels « transfuges » qui pourraient se ranger du côté des allogènes ou des allochtones en fonction des circonstances. Cette perception est renforcée par le fait que leur double appartenance leur permet d'avoir accès à des réseaux sociaux et économiques des deux côtés, ce qui peut les rendre vulnérables aux accusations de favoritisme ou de trahison.

### **3.2. Déclencheurs des conflits interethniques à Allongo**

Les conflits interethniques à Allongo sont le résultat de dynamiques sociales complexes où des tensions latentes se cristallisent autour de déclencheurs apparemment mineurs. Cependant, ces incidents, bien qu'à première vue insignifiants, révèlent des fractures profondes dans la cohésion sociale de la communauté, exacerbées par des perceptions d'injustice et de favoritisme, souvent amplifiées par l'intervention d'acteurs extérieurs. Cette partie examine les principaux éléments qui catalysent ces conflits et leur impact sur la dynamique interethnique à Allongo.

#### **3.2.1. Incidents mineurs comme catalyseurs de conflits**

Les conflits à Allongo, bien que souvent déclenchés par des incidents mineurs tels que l'intrusion d'animaux d'élevage dans les champs agricoles, révèlent des tensions plus profondes et plus complexes enracinées dans les dynamiques interethniques de la région. Ces incidents, apparemment insignifiants, agissent comme des catalyseurs qui exacerbent des sentiments de méfiance et de ressentiment déjà présents entre les communautés agricoles Agni et les éleveurs, souvent allogènes ou allochtones.

Pour les agriculteurs Agni, l'intrusion du bétail dans leurs champs n'est pas simplement un désagrément mineur, mais une atteinte directe à leurs droits fonciers et à leur subsistance. L'agriculture de subsistance est au cœur de la vie économique et sociale des Agni, et la destruction des cultures par le bétail menace non seulement leur sécurité alimentaire, mais aussi leur dignité et leur statut au sein de la communauté. Les terres agricoles représentent bien plus



qu'une simple source de nourriture; elles sont le fondement de l'identité culturelle et de la survie économique des Agni. Ainsi, chaque intrusion de bétail est perçue comme une attaque contre ces valeurs fondamentales, intensifiant les tensions interethniques.

De l'autre côté, les éleveurs, dont beaucoup sont des allogènes ou allochtones, considèrent ces incidents comme des accidents inévitables dans un contexte de cohabitation et de partage des espaces naturels. Pour eux, la mobilité de leur bétail est essentielle à la recherche de pâturages, surtout dans des zones où les ressources naturelles sont limitées. La nécessité de déplacer le bétail pour trouver de la nourriture est perçue comme un impératif vital, sans intention de nuire aux cultures des agriculteurs. Cependant, cette interprétation diffère radicalement de celle des agriculteurs, créant un fossé de compréhension entre les deux groupes.

Cette divergence de perspectives exacerbe les tensions, car chaque groupe voit les actions de l'autre à travers le prisme de ses propres besoins et préoccupations. Pour les agriculteurs Agni, l'incapacité des éleveurs à contrôler leur bétail est perçue comme un manque de respect pour leurs droits fonciers et leur mode de vie. Ce sentiment de violation de droits fondamentaux alimente un ressentiment profond contre les éleveurs, que les Agni accusent de ne pas respecter les règles de coexistence. En revanche, les éleveurs, confrontés à la rareté des ressources en pâturage, voient les plaintes des agriculteurs comme une incompréhension de leurs défis et de leurs nécessités économiques.

Cette situation crée une dynamique de méfiance et de conflits récurrents, où chaque incident mineur est interprété comme une preuve supplémentaire de l'hostilité de l'autre groupe. Les conflits qui en résultent ne sont pas seulement des affrontements sur des questions pratiques, mais des expressions de tensions plus profondes liées à l'identité, aux droits fonciers, et à la survie économique. Ils révèlent également les limites des mécanismes traditionnels de résolution des conflits, qui peinent à gérer la complexité des enjeux contemporains dans un contexte de cohabitation entre des groupes ethniques aux intérêts divergents.

En outre, ces incidents mineurs ont un impact disproportionné sur la cohésion sociale à Allongo, car ils catalysent des divisions existantes et exacerbent les sentiments de méfiance et de ressentiment. Chaque nouvelle intrusion de bétail dans les champs agricoles renforce les stéréotypes négatifs et les préjugés entre les groupes, alimentant un cycle de violence et de représailles qui menace la stabilité de la communauté. Le manque de dialogue et de



compréhension mutuelle aggrave la situation, empêchant les groupes de trouver des solutions communes aux défis qu'ils partagent.

En somme, les incidents mineurs à Allongo, tels que l'intrusion d'animaux d'élevage dans les champs agricoles, doivent être compris non seulement comme des événements isolés, mais comme des manifestations de tensions interethniques plus profondes. Ils soulignent la nécessité de développer des mécanismes de gestion des conflits qui prennent en compte les besoins et les perspectives de tous les groupes impliqués, afin de prévenir l'escalade de la violence et de promouvoir une coexistence pacifique et respectueuse à Allongo.

### **3.2.2. Perceptions d'injustice et favoritisme exacerbées par les acteurs extérieurs**

Les tensions interethniques à Allongo sont exacerbées par des perceptions d'injustice et de favoritisme, souvent renforcées par l'intervention d'acteurs extérieurs tels que les ONG et les institutions de développement. Bien que ces acteurs soient animés par des intentions louables de soutien et d'amélioration des conditions de vie locales, ils contribuent parfois involontairement à accentuer les divisions existantes au sein de la communauté. Les descendants de mariages interethniques, qui se retrouvent souvent au centre de ces dynamiques, sont perçus comme des bénéficiaires privilégiés des ressources et des opportunités apportées par ces interventions. Cette situation crée des tensions supplémentaires, car ces descendants, en raison de leurs liens culturels et familiaux avec plusieurs groupes au sein de la communauté, sont souvent considérés comme ayant un accès préférentiel aux projets de développement économique, aux programmes d'éducation ou aux subventions.

Pour les autochtones Agni, qui se sentent parfois marginalisés ou exclus de ces bénéfices, cela génère un profond ressentiment. Ils perçoivent les descendants de mariages interethniques comme des concurrents qui menacent leur propre accès aux ressources limitées. Cette perception de favoritisme n'est pas simplement une question d'inégalité économique, mais elle touche également à la légitimité même des descendants de mariages interethniques au sein de la communauté. L'aide apportée par les ONG est souvent interprétée à travers un prisme d'injustice, où chaque groupe évalue son propre accès aux ressources en fonction de ce que les autres groupes reçoivent. Ainsi, les descendants de mariages interethniques, bénéficiant parfois de soutiens spécifiques ou de réseaux externes, sont vus comme ayant un avantage disproportionné, ce qui nourrit une méfiance généralisée.



Cette méfiance est exacerbée lorsque les projets de développement semblent favoriser un groupe au détriment des autres, renforçant l'idée que les interventions extérieures sont biaisées. Pour les autochtones Agni, cette situation est particulièrement frustrante lorsque leurs propres besoins sont perçus comme ignorés ou minimisés. L'effet cumulatif de ces perceptions de favoritisme est une aggravation des divisions sociales et ethniques à Allongo. Les descendants de mariages interethniques deviennent souvent des cibles de ressentiment lorsqu'ils sont perçus comme bénéficiant injustement des ressources apportées par les acteurs extérieurs. Cela compromet leur intégration sociale et économique, limitant leur capacité à participer pleinement à la vie communautaire et à contribuer au développement local.

En conséquence, les tensions interethniques sont amplifiées, car chaque incident lié à la distribution des ressources peut être interprété comme une confirmation des inégalités perçues, ce qui conduit à des conflits plus larges au sein de la communauté. Pour atténuer ces tensions, il est crucial que les interventions extérieures soient perçues comme équitables et transparentes, en prenant en compte les dynamiques locales et les perceptions des différentes communautés. Une approche plus inclusive et participative pourrait ainsi aider à réduire les perceptions de favoritisme et à promouvoir une cohésion sociale plus forte au sein de la communauté.

### **3.3. Gestion des conflits à Allongo**

#### **3.3.1. Rôle des autorités coutumières en tant que médiateurs**

À Allongo, les autorités coutumières jouent un rôle primordial dans la gestion des conflits interethniques, en tant que gardiennes des traditions et médiatrices des tensions communautaires. Leur influence s'étend bien au-delà de la simple résolution des différends; elles sont perçues comme les piliers de la stabilité sociale, dont l'autorité est enracinée dans les coutumes ancestrales. Les autorités coutumières, conscientes de leur responsabilité, mobilisent leurs connaissances traditionnelles pour apaiser les conflits, notamment ceux liés à la terre et aux ressources naturelles, qui sont souvent les déclencheurs de tensions. Par exemple, lors de litiges concernant des intrusions sur des terres agricoles, ces autorités convoquent les parties concernées pour des discussions en groupe, où les lois coutumières et les relations de parenté sont rappelées comme éléments centraux dans la résolution des conflits.

Leur approche, qui combine médiation et rituels culturels, vise à renforcer les liens sociaux et à promouvoir la réconciliation. Les réunions qu'elles organisent ne sont pas seulement des forums pour discuter des conflits; elles sont également des espaces pour réaffirmer l'identité



collective et les valeurs partagées, contribuant ainsi à une cohésion sociale plus profonde. Cependant, malgré ces efforts, les autorités coutumières sont confrontées à des défis croissants. L'influence de ces leaders traditionnels est parfois érodée par l'émergence de nouvelles dynamiques socio-économiques, telles que l'urbanisation, l'éducation formelle, et les influences extérieures qui introduisent des valeurs concurrentes.

Dans ce contexte, les autorités coutumières doivent constamment adapter leurs méthodes pour rester pertinentes. Leur capacité à maintenir la paix repose sur leur habileté à naviguer entre les traditions ancestrales et les réalités modernes. Leur succès ou leur échec dans cette tâche a des implications profondes pour la cohésion sociale à Allongo. Si elles parviennent à intégrer les nouvelles influences tout en préservant les valeurs traditionnelles, elles continueront à jouer un rôle central dans la gestion des conflits. Dans le cas contraire, leur autorité pourrait être progressivement érodée, menant à une augmentation des tensions et à une fragmentation sociale accrue.

### **3.3.2. Intervention des ONG et de la Sous-Préfecture**

Les interventions des ONG et de la sous-préfecture à Allongo ajoutent une couche supplémentaire de complexité dans la gestion des conflits interethniques. Les ONG, avec leurs ressources matérielles et financières transforment souvent les dynamiques locales, mais cette influence n'est pas sans ambiguïtés. En effet, lorsqu'elles sont perçues comme biaisées, elles sont considérées comme sources de tensions. Cette situation renforce les perceptions d'injustice et exacerbe les tensions existantes.

Pour éviter ces écueils, les ONG à Allongo ont développé des stratégies d'intervention plus inclusives. Elles organisent des séances d'écoute et de sensibilisation pour mieux comprendre les besoins des différentes communautés et pour clarifier leurs intentions. Ces initiatives permettent de réduire les malentendus et de construire une base de confiance entre les ONG et les populations locales. Cependant, ces efforts ne sont pas toujours couronnés de succès, car les dynamiques de méfiance restent présentes, notamment lorsque les souvenirs de conflits passés sont encore vivaces.

La sous-préfecture, en tant qu'entité étatique, apporte une dimension institutionnelle à la gestion des conflits. Elle agit souvent en complément des autorités coutumières, en cherchant à formaliser les accords obtenus par ces dernières. Cette formalisation se traduit souvent par la



rédaction de documents légaux ou l'intégration des accords dans les politiques locales, assurant ainsi une reconnaissance officielle des résolutions obtenues. En outre, la sous-préfecture joue un rôle de garant de l'impartialité, en supervisant les processus de négociation pour s'assurer que les droits de toutes les parties sont respectés conformément aux lois nationales.

Cette approche institutionnelle est essentielle pour instaurer un climat de stabilité et de confiance à long terme. En fournissant un cadre légal aux résolutions de conflits, la sous-préfecture contribue à renforcer l'état de droit et à promouvoir une culture de la paix durable. Cependant, l'efficacité de ces interventions dépend de la capacité de la sous-préfecture à collaborer étroitement avec les autorités coutumières et à gagner la confiance des populations locales. Quand cette collaboration est réussie, elle conduit à une gestion plus harmonieuse des conflits à Allongo. En cas d'échec, elle pourrait conduire à une fragmentation accrue, où les solutions institutionnelles sont perçues comme étrangères ou imposées, plutôt que comme des expressions des volontés locales.

#### **4. Discussion**

Les résultats de cette étude révèlent que la dynamique des conflits à Allongo est étroitement liée aux perceptions de la citoyenneté locale et de l'appartenance, aux déclencheurs de conflits interethniques, et aux mécanismes de gestion des conflits mis en œuvre dans la communauté.

Premièrement, en ce qui concerne les perceptions de la citoyenneté locale et de l'appartenance, les descendants de mariages interethniques à Allongo occupent une position ambivalente. Comme le montrent les travaux de Gnabeli (2012), ces individus, bien qu'ils revendiquent des liens historiques et familiaux multiples, sont tour à tour inclus ou exclus en fonction des ressources politiques et économiques disponibles. Cette ambivalence est caractéristique des identités hybrides, où la double citoyenneté culturelle peut renforcer les liens sociaux dans certains contextes, mais devient une source de division lorsqu'il s'agit de la distribution des ressources. Les études de Fourchard (2018) et Houedin et al (2024) sur les politiques d'appartenance en Afrique de l'Ouest et du Sud soulignent que la légitimité des individus peut être contestée en fonction des perceptions de favoritisme dans l'accès aux ressources. À Allongo, les descendants de mariages interethniques sont souvent perçus comme des bénéficiaires injustes de ressources limitées, exacerbant ainsi les tensions interethniques.



Deuxièmement, les déclencheurs des conflits interethniques à Allongo, en particulier les intrusions d'animaux d'élevage dans les champs agricoles, sont un phénomène récurrent dans plusieurs régions de l'Afrique de l'Ouest. Les recherches de Komi (2018) montrent que de telles intrusions sont des déclencheurs courants de conflits entre agriculteurs et éleveurs, exacerbés par des perceptions divergentes de l'utilisation des terres et des droits de propriété. Pour les agriculteurs autochtones Agni, ces intrusions représentent une menace directe à leur subsistance et à leur identité culturelle, en accord avec les observations de Barral et Pinaud (2017) sur l'importance de la terre pour les communautés agricoles. En revanche, les éleveurs allogènes et allochtones considèrent leurs troupeaux comme essentiels à leur survie économique, une perspective que partagent Krätli et Toulmin (2020) dans leurs travaux sur les dynamiques de subsistance des éleveurs en Afrique de l'Ouest. Ces perceptions contrastées alimentent les tensions, chaque groupe défendant des droits territoriaux et des modes de subsistance concurrents. Les théories de citoyenneté locale et d'appartenance de Stoessel (2017) permettent de mieux comprendre ces dynamiques, en montrant comment les autochtones revendiquent des droits basés sur l'antériorité, tandis que les allogènes et allochtones cherchent à légitimer leur présence par leur contribution économique et sociale.

Enfin, la gestion des conflits à Allongo implique plusieurs acteurs, dont les autorités coutumières, les ONG, et la sous-préfecture. Les autorités coutumières continuent de jouer un rôle central en tant que médiateurs, malgré l'évolution des contextes sociaux et politiques. Cependant, leur influence est parfois limitée par l'intervention d'acteurs extérieurs tels que les ONG, qui, bien que cherchant à apporter des solutions, sont souvent perçues comme biaisées. Les séances d'écoute, de sensibilisation, et d'explication des réels motifs des ONG sont cruciales pour apaiser les tensions, mais elles doivent être soigneusement adaptées aux réalités locales. Ces interventions, comme le souligne Coulibaly (2024) dans le contexte de la Sierra Leone, peuvent à la fois apaiser et exacerber les conflits, selon la manière dont elles sont perçues par les communautés locales. Par ailleurs, la sous-préfecture, en encadrant et en formalisant les accords, joue un rôle important dans la pacification institutionnelle, une approche nécessaire dans les contextes où les conflits sont enracinés dans des contestations de légitimité foncière et identitaire, comme observé par Amanor (2001) au Ghana. Ces mécanismes de gestion des conflits montrent l'importance de combiner des approches traditionnelles et modernes pour garantir une paix durable et renforcer la cohésion sociale à Allongo.



En résumé, cette étude met en lumière les défis complexes liés à la citoyenneté locale, aux perceptions d'appartenance, et aux mécanismes de gestion des conflits dans un contexte de diversité ethnique à Allongo. Pour promouvoir la cohésion sociale et éviter l'escalade des tensions, il est crucial de développer des stratégies qui tiennent compte de ces dynamiques et qui respectent la diversité culturelle de la communauté.

### **Conclusion**

Cette étude a permis de révéler les dynamiques complexes qui sous-tendent les tensions entre agriculteurs autochtones et éleveurs allogènes/allochtones, tout en soulignant le rôle ambigu des descendants de mariages interethniques dans ce contexte. Les perceptions divergentes de la citoyenneté locale et de l'appartenance, ainsi que les enjeux liés à l'utilisation des terres, sont apparus comme des déclencheurs majeurs des conflits, tandis que les tentatives de gestion de ces tensions révèlent les défis auxquels font face les autorités coutumières, les ONG, et la sous-préfecture. Les principaux apports de cette recherche résident dans la mise en lumière des perceptions de légitimité et d'appartenance qui alimentent les conflits interethniques à Allongo. En explorant les positions ambivalentes des descendants de mariages interethniques, l'étude a enrichi la compréhension des dynamiques de citoyenneté locale, démontrant que l'inclusion ou l'exclusion de ces individus dépend largement des contextes économiques et politiques. En outre, les résultats soulignent l'importance d'une gestion des conflits qui conjugue les approches traditionnelles et modernes pour promouvoir une paix durable.

Cependant, cette étude présente certaines limites. La focalisation sur une seule localité restreint la généralisation des résultats à d'autres contextes en Afrique de l'Ouest, où les dynamiques peuvent varier en fonction des spécificités locales. De plus, bien que la recherche ait exploré les perceptions et les pratiques des différents acteurs impliqués dans les conflits, elle n'a pas abordé de manière exhaustive les mécanismes structurels sous-jacents, tels que les politiques foncières et les dynamiques de pouvoir à plus grande échelle, qui pourraient également influencer ces tensions.

Les perspectives de cette recherche invitent à approfondir l'étude des mécanismes de citoyenneté locale dans des contextes similaires, en s'intéressant plus spécifiquement à l'interaction entre les politiques publiques, les pratiques coutumières, et les dynamiques interethniques. Une enquête plus large pourrait également examiner comment les interventions des ONG et des institutions étatiques pourraient être adaptées pour mieux répondre aux attentes



et aux réalités des communautés locales, minimisant ainsi les malentendus et les tensions. Les implications scientifiques de cette étude sont significatives. Elle apporte une contribution importante aux débats sur la citoyenneté locale, l'appartenance et la gestion des conflits dans des contextes de diversité ethnique en Afrique. En fournissant des insights sur les perceptions de légitimité et d'inclusion, l'étude éclaire les défis auxquels sont confrontées les communautés locales et propose des pistes pour une meilleure compréhension des dynamiques de conflits. Pour les chercheurs, les décideurs et les praticiens, ces résultats mettent en évidence la nécessité d'intégrer une approche holistique qui tienne compte des spécificités culturelles et économiques pour gérer les conflits interethniques de manière efficace et durable.



## BIBLIOGRAPHIE

Adams, E.A., Thill, A., Kuusaana, E.D., & Mittag, A. (2023). Farmer–herder conflicts in sub-Saharan Africa: drivers, impacts, and resolution and peacebuilding strategies. *Environmental Research Letters*, 18(12), 25-27.

Akindès F. (2003). *Le lien social en question dans une Afrique en mutation*. L'Harmattan.

Amanor K.S (2001). *Land, Labour and the Family in Southern Ghana: A Critique of Land Policy Under Neo-Liberalisation*. Nordic Africa Institute.

Babo A. & Droz Y. (2008). Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation: Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. *Cahiers d'études africaines*, 48 (4) 741-764.

Barral S & Pinaud S. (2017). Accès à la terre et reproduction de la profession agricole. *Revue Française de Socio-Économie*, 1(18), 77-99.

Boege, V. (2006). Médiation culturelle et gestion des conflits. In *Les Mondes de la médiation culturelle. Approches de la médiation culturelle*, (123-140), L'Harmattan.

Bouget C., Gosselin M., & Laroche F. (2020). Changement climatique : la biodiversité forestière à la croisée des enjeux de conservation et d'atténuation. *Sciences Eaux & Territoires*, 3 (33), 84-89.

Bourque D. (2012). Intervention communautaire et développement des communautés. *Reflets, Revue d'intervention sociale et communautaire*, 8(1), 40-60.

Coulibaly-Lingani P. (2024). Mécanismes endogènes, prévention, gestion, résolution des conflits et cohésion sociale. *Revue des Sciences Sociales*, 11(1), 45-67.

Cutolo A., & Geschiere, P. (2008). Populations, citoyennetés et territoires. *Politique africaine*, 4 (112), 5-22.



Fourchard L. (2018). Politiques d'appartenance et politiques d'exclusion. Dans, L. Fourchard, Trier, exclure et policer: Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria (35-85). Paris: Presses de Sciences Po.

Neveu C. (2020). Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté." *Revue Européenne des Migrations Internationales*, (36) 3, 89-101.

Gnabeli Roch Y. (2012). Déconstruction de la figure de l'étranger ouest-africain en Côte d'Ivoire, *Migrations Société*, 6 (144), 85-98.

Homer-Dixon, T. F. (1999). *Environment, Scarcity, and Violence*. Princeton University Press.

Houedin B.C, Fofana M.T, Otcho L.R. (2024). La citoyenneté dans les villages reliques du District d'Abidjan : une analyse des caractéristiques, stratégies et des enjeux. *Revue Francophone*, 2(3),16-40.

Komi Karim A. (2018). Des conflits violents entre des agriculteurs et des éleveurs africains : de l'(in)hospitalité de et pour ce(ux) qui dérange(nt), *Revue de l'Institut de Sociologie*, 88 (1),75-96.

Krätli S. & Toulmin C. (2020). Conflit entre agriculteurs et éleveurs en Afrique subsaharienne, IIED, London.

Moritz, M. (2010). Understanding Herder-Farmer Conflicts in West Africa: Outline of a Processual Approach. *Human Organization*, 69(2), 138-148.

Perroulaz G. (2004). Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle, *Annuaire suisse de politique de développement*, 23 (2), 9-24.

Piccolino G. (2017). Rhétorique de la cohésion sociale et paradoxes de la « paix par le bas » en Côte d'Ivoire. *Politique africaine*, 4 (148), 49-68.

Pitseys J. (2017). Démocratie et citoyenneté. *Dossiers du CRISP*, 1 (88), 9-113.



Stoessel-Ritz J. (2017). Agriculture et lien social : travailler la terre et produire des transactions sociales pour le bien commun. Dans : Philippe Hamman éd., *Ruralité, nature et environnement: Entre savoirs et imaginaires*, (149- 180), Toulouse : Eres.

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP). (2021). *Enhancing Gender Responses to the Farmer-Herder Conflict in West Africa*. Accra: WANEP.

Yao Silvère K. (2012). Insertion économique, pauvreté et conflits en Côte d'Ivoire: Une analyse différentielle de la communauté burkinabé. *Migrations Société*, 6 (144),121- 146.